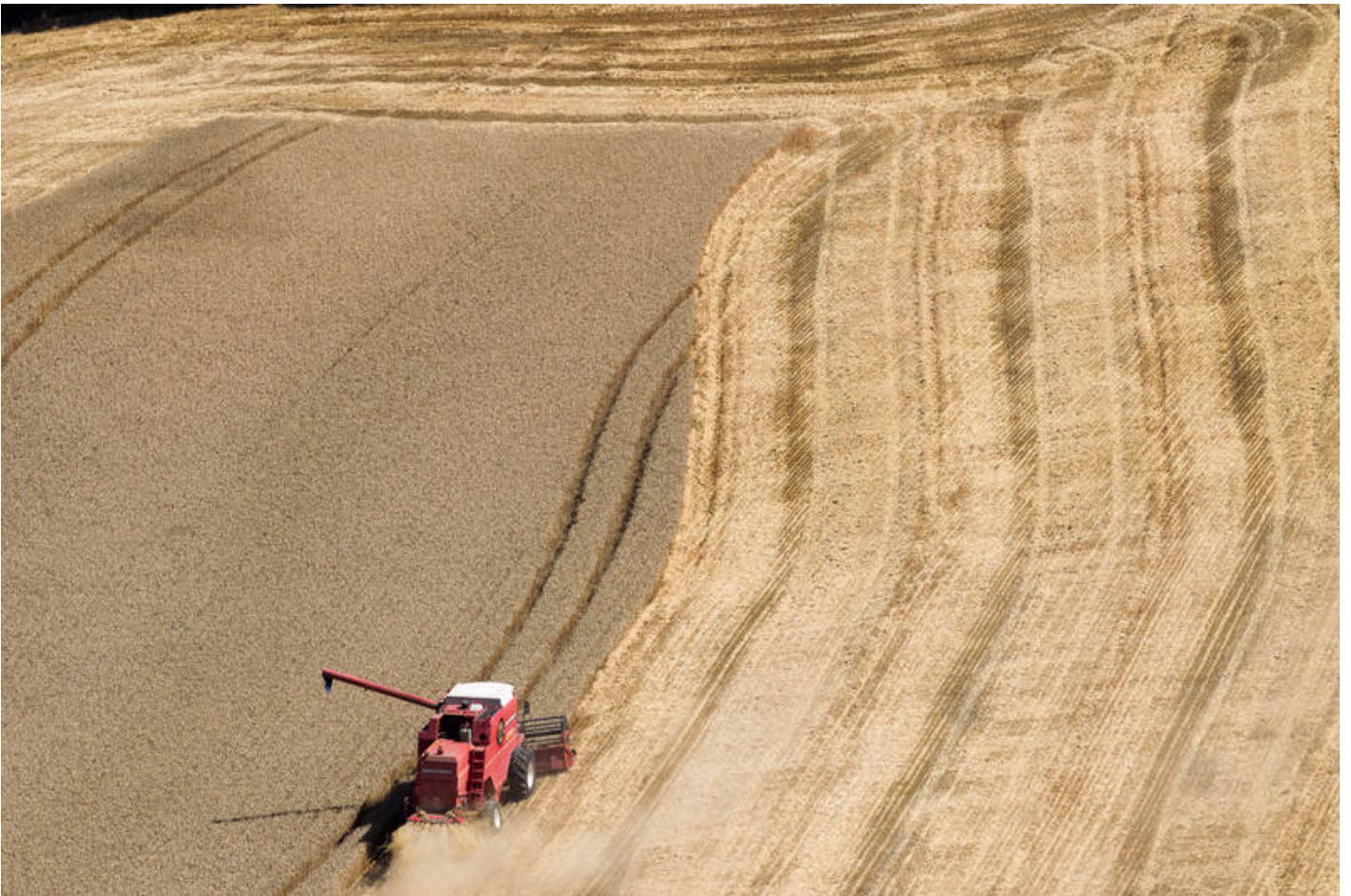


# Interview

## «La vraie souveraineté alimentaire, c'est faire évoluer notre modèle agricole pour préparer l'avenir»

Article réservé aux abonnés

Professeur à l'université Paris-Saclay AgroParisTech, l'économiste de l'environnement Harold Levrel estime que le concept de «souveraineté alimentaire» a été détourné de sa définition originelle pour justifier un modèle exportateur et productiviste.



La France est obligée d'importer du blé pour compenser ses exportations. En d'autres termes, elle en produit suffisamment pour satisfaire sa consommation. (Frederic Scheiber/Frederic Scheiber)

par [Lucie Alexandre](#)

publié le 29 février 2024 à 21h25

Hormis les denrées exotiques, dans la plupart des secteurs, la production agricole nationale pourrait suffire à répondre aux besoins des consommateurs français, sauf dans quelques domaines comme les fruits ou la volaille. Or, les importations restent importantes, en

raison **d'un modèle intensif tourné vers l'exportation**, au risque d'appauvrir les sols et de menacer l'avenir même de la production. D'où la nécessité de changer de modèle, plaide l'économiste.

## **Comment définir la souveraineté alimentaire ?**

Selon la définition du mouvement altermondialiste Via Campesina lors du sommet mondial sur l'alimentation à Rome en 1996, c'est le droit des Etats et des populations à définir leur politique agricole pour garantir leur sécurité alimentaire, sans provoquer d'impact négatif sur les autres pays. Mais les concepts échappent souvent à ceux qui les ont construits. Mais aujourd'hui, cette idée de solidarité entre les différents pays est instrumentalisée pour justifier une stratégie exportatrice, supposée profiter aux pays du Sud en leur fournissant des denrées alimentaires. Le meilleur moyen de les aider serait en réalité de laisser prospérer une agriculture vivrière et de ne pas les obliger à avoir eux aussi des cultures d'exportation. Au lieu de ça, on maintient les rentes de pays exportateurs comme la France. Quand le gouvernement et d'autres parlent d'une perte de souveraineté alimentaire, ça renvoie en réalité à une baisse des exportations dans certains secteurs, avec un état d'esprit qu'on pourrait résumer ainsi : *«Make French agriculture great again.»* Depuis le Covid et la guerre en Ukraine, la souveraineté alimentaire est devenue l'argument d'autorité pour poursuivre des pratiques qui génèrent des catastrophes écologiques et humaines majeures.

---

### **Billet**

## **N'en déplaise à l'agro-industrie, plus de nature, c'est plus de souveraineté alimentaire**

Agriculture 28 févr. 2024 [abonnés](#)

---

### **Nous n'avons donc pas en soi de problème d'autonomie alimentaire ?**

Ça dépend dans quel domaine. Les défenseurs d'un modèle d'exploitation intensif aiment à rappeler que notre *«dépendance aux importations»* est de 70 % pour le blé dur, 40 % pour le sucre, et 29 % pour le porc. Mais omettent de préciser que nos taux d'auto-approvisionnement, c'est-à-dire le rapport entre la production et la consommation françaises, sont de 123 % pour le blé dur, 165 % pour le sucre, et 99 % pour le porc. Ça signifie que dans ces secteurs, la production nationale suffit en théorie à notre consommation, mais que l'on doit importer pour compenser l'exportation. Il y a en réalité très peu de produits en France sur lesquels notre production n'est pas autosuffisante. Ce sont les fruits exotiques, l'huile de palme, le chocolat, et

le café. On a aussi des vrais progrès à faire sur les fruits tempérés et la viande de volaille, où l'on est respectivement à 82 et 74 % d'auto-provisionnement. Là, on peut parler de déficit réel. Mais il ne serait pas très difficile d'infléchir la tendance, il suffirait de donner plus d'aides aux maraîchers et aux éleveurs, qu'on délaisse complètement, et dont les productions ne sont pas favorisées par les aides de la Politique agricole commune (PAC), qui privilégient les grands céréaliers. En plus, l'augmentation de la production de fruits et légumes ne nécessite pas d'utiliser plus de pesticides.

---

## CheckNews

### Est-il vrai que «le blé ukrainien a fait s'effondrer le marché», comme le déplorent certains agriculteurs?

CheckNews 6 févr. 2024 [abonnés](#)

---

#### Que faire pour être davantage autonomes ?

A court terme, on pourrait juste rebasculer l'argent que l'on donne aux céréaliers pour soutenir financièrement les éleveurs et les maraîchers. A moyen terme, la question de la souveraineté, c'est : que va-t-on être capable de produire dans dix ans ? Le traitement de l'eau polluée aux pesticides nous coûte déjà entre 500 millions et 1 milliard d'euros chaque année. Les pollinisateurs disparaissent. Le passage en bio, c'est donc une nécessité. On doit remettre en état la fertilité des sols, ce qui suppose d'arrêter la monoculture intensive de céréales. Mais pour cela, il faut évidemment réduire certaines exportations et investir dans une vraie souveraineté alimentaire, qui nécessite de faire évoluer notre modèle agricole pour préparer l'avenir.